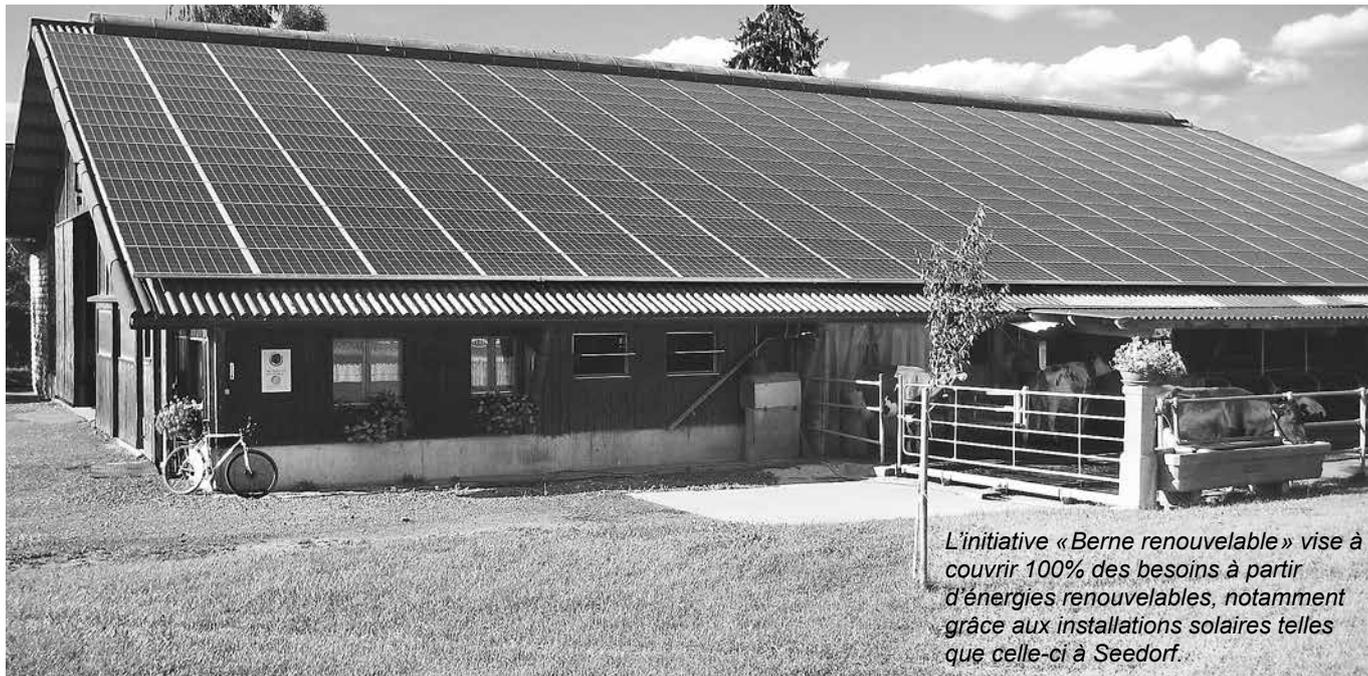




CANTON BERNE

WWF Suisse | Hohlstrasse 110 | 8010 Zurich | Annexe de la section de Berne
pour le WWF Suisse | Traduction: Emmanuelle Schraut



L'initiative « Berne renouvelable » vise à couvrir 100% des besoins à partir d'énergies renouvelables, notamment grâce aux installations solaires telles que celle-ci à Seedorf.

OUI À L'INITIATIVE « BERNE RENOUELABLE »

Si l'initiative « Berne renouvelable » est acceptée en mars, le canton pourra jouer un rôle pionnier dans le tournant énergétique.

Le 3 mars prochain aura lieu dans le canton de Berne une votation importante pour le tournant énergétique. L'initiative « Berne renouvelable » est pleinement en ligne avec les aspirations du WWF et des autres organisations de protection de l'environnement. Elle demande que l'approvisionnement en énergie se fasse à long terme avec des énergies renouvelables et que la consommation soit réduite grâce à un recours accru à l'efficacité énergétique et aux écono-

mies d'énergie. Elle fixe des objectifs intermédiaires clairs pour permettre d'atteindre le but final.

Des objectifs intermédiaires contraignants

Les besoins en énergie devront être couverts à au moins 75% d'ici 2025 et à 100% d'ici 2035 par les énergies renouvelables. Aujourd'hui, ces dernières ne couvrent que 60% des besoins. Pour parvenir aux 100%, le canton de Berne devra sortir du nucléaire. L'initiative

vise donc en priorité cet objectif.

Mais l'initiative permet aussi de lutter contre le réchauffement climatique. Les besoins en énergie des bâtiments existants devront être couverts au moins à moitié jusqu'en 2025, au moins à 75% jusqu'en 2035 et à 100% d'ici 2050 avec des énergies renouvelables. Pour les bâtiments neufs, la règle sera d'emblée « 100% renouvelable ». La part du renouvelable dans ce domaine n'atteint pour l'instant que 10%. L'initiative, lancée par Les Verts, a été déposée au printemps 2009. Le Conseil d'Etat la soutient et le Grand Conseil s'est montré positif. Le principe d'un approvisionnement en énergie à 100% à partir d'énergies renouvelables et celui de la réduction de la consommation d'énergie ont suscité une large approbation.

Il n'y a eu des divergences que sur les objectifs concrets. C'est pourquoi le Grand Conseil a choisi d'élaborer un contre-projet direct, dans lequel l'approvisionnement en électricité, en chauffage et en eau chaude doit être

couvert à 100% par les énergies renouvelables dans les 30 ans à compter de l'entrée en vigueur du nouvel article constitutionnel. Si le contre-projet est accepté l'année prochaine, l'objectif du 100% renouvelable sera atteint en 2043. L'inconvénient, c'est que pendant des années, il se pourrait que rien ne soit fait, puisqu'il n'y a pas d'objectifs intermédiaires de fixés.

Le Conseil fédéral et le Parlement fédéral ont adopté le principe de la sor-

tie du nucléaire. Il faut à présent mettre en œuvre cette décision historique dans le cadre de la stratégie énergétique 2050. Mais pas mal d'eau devrait encore couler sous les ponts avant que les parlementaires s'entendent sur les modifications à apporter aux lois. En acceptant l'initiative « Berne renouvelable », la population du canton de Berne pourra donc donner un signal fort en faveur d'une sortie du nucléaire sans concessions en matière de protec-

tion contre le changement climatique. Chaque voix compte!

Le WWF soutient l'initiative et le contre-projet. Il s'engagera activement dans la campagne et appelle tous ses membres à aller voter le 3 mars, pour que le canton de Berne devienne pionnier dans le tournant énergétique.

*Urs Scheuss,
comité du WWF Berne*

LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE A LE VENT EN POUPE

Pour le jubilé du WWF Berne, Jörg Rüetschi, secrétaire régional, revient dans un entretien sur 40 ans de politique énergétique.

Est-ce que tu te souviens des premières revendications du WWF Berne en matière de politique énergétique?

Jörg Rüetschi: Quand je suis arrivé au WWF il y a 30 ans, on ne parlait pas d'énergie. On se préoccupait principalement du sort des plantes et des animaux. Mais dès 1992, nous avons soutenu l'initiative du pionnier du solaire d'Oberburg, Josef Jenni, pour l'installation de capteurs solaires.

Et qu'en est-il aujourd'hui?

Les questions énergétiques ont encore gagné en importance au cours des quinze dernières années. En l'an 2000, nous avons voté sur l'initiative « Berne sans atome », puis trois ans plus tard, le WWF a appuyé l'initiative « Electricité sans atome ». En 2011, nous avons coordonné la campagne contre la construction d'une nouvelle centrale nucléaire à Mühleberg et avons joué un rôle majeur dans la conception de la nouvelle loi sur l'énergie. Malgré une certaine dilution, c'est l'une des lois sur l'énergie les plus avancées de toute la Suisse.

Est-ce que les organisations de protection de l'environnement sont toujours du même avis en ce qui concerne la politique énergétique?

En général, le WWF a une approche plus pragmatique. C'est particulièrement palpable en ce qui concerne les éoliennes. Le WWF soutient plus souvent de tels projets controversés que Pro Natura ou la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage. Par ailleurs, le WWF a longtemps été la seule organisation du canton de Berne à s'opposer aux centrales nucléaires.

Que pense le WWF des centrales à gaz?

Les grandes centrales à gaz ne sont pas compatibles avec notre politique climatique, sans compter qu'elles sont inutiles. Elles produisent énormément de CO₂, sans qu'on puisse vraiment récupérer la chaleur résiduelle qu'elles produisent. Par contre, le bilan est bien meilleur si l'on exploite une centrale de cogénération au gaz, idéalement en le complétant avec du biogaz provenant des stations d'épuration.

Quelle doit être la part de règles contraignantes et combien d'espace faut-il laisser à la responsabilité individuelle?

De plus en plus, je suis en faveur de règles strictes. Il devrait être interdit de vendre certains appareils qui sont synonymes de gaspillage d'énergie. Le

bon sens en appelle à une taxe incitative, qui permettrait à ceux qui consomment moins d'énergie d'alléger leur facture. Il faudrait plus d'obligations également en matière de rénovation de l'habitat, car le potentiel d'efficacité énergétique est énorme dans ce domaine.

Tu as dit que le WWF avait une approche plus pragmatique que d'autres organisations. Pourquoi s'oppose-t-il alors à l'élévation du barrage du Grimsel?

Nous n'avons pas fait opposition contre les extensions de Handeck et d'Innertkirchen, ni contre la centrale de pompage-turbinage de Grimsel 3. Mais il y a des limites, car l'élévation du barrage de 23 mètres est selon nous contraire à l'obligation de protéger les zones marécageuses inscrite dans la Constitution. Si le Tribunal fédéral décide que ce n'est pas le cas, le WWF acceptera son arrêt. Les experts ne sont pas unanimes sur la question de savoir si l'élévation du barrage, qui ne permettra pas d'accroître la production, est indispensable pour assurer la sécurité de l'approvisionnement.

Comment contribues-tu personnellement à la réalisation du grand tournant énergétique?

Nous consommons peu d'électricité, ne possédons pas de voiture et ne prenons pour ainsi dire jamais l'avion. De plus, nous avons rénové notre habitation.

*Interview: Nadine Masshardt,
co-présidente du WWF Berne*